

Charte de chantier propre et à faibles nuisances

**Pour une démarche d'exemplarité des chantiers
sur le domaine universitaire**

Sommaire

Préambule	3
Article 1 – Objectifs de la charte.....	3
Article 2 – Modalités de mise en place et signature de la charte	3
Article 3 – Rôle et responsabilités des différents intervenants.....	4
Article 4 – Respect de la réglementation en vigueur.....	5
Article 5 – La communication.....	6
5.1 La communication auprès des riverains	6
5.2 Information du personnel de chantier.....	6
Article 6 – Organisation du chantier et orientations pour la mise en œuvre de la charte	6
6.1 Gestion des ressources	6
6.2 Propreté du chantier	6
6.3 Stationnement des véhicules des intervenants et accès au chantier.....	7
6.4 Limitation des risques pour le personnel.....	7
6.4.1 Niveaux sonores des outils et engins.....	7
6.4.2 Risques liés aux produits et matériaux.....	7
6.5 Limitation des nuisances pour les usagers et les riverains	7
6.5.1 Limitation des nuisances sonores et les vibrations	7
6.5.2 Limitation des nuisances visuelles et olfactives	8
6.5.3 Limitation des émissions de poussières et de boue	8
6.6 Limitation des pollutions de proximité sols / air / eaux	8
6.7 Protection de la biodiversité.....	9
6.8 Gestion et collecte sélective des déchets – Mise en œuvre du SOGED	9
6.9 Remise en état des lieux.....	9
Article 7 – Evaluation	10
7.1 Evaluation de l’implication contractuelle.....	10
7.2 Les visites de chantier	10
Article 8 – Garanties et pénalités	10
Annexes de la charte	12
Annexe 1 : Aide à la propreté du chantier.....	12
Annexe 2 : Quelques propositions pour gérer le stationnement.....	12
Annexe 3 : Outils de gestion des déchets de chantier	12

Préambule

L'université de Bordeaux, établissement d'enseignement supérieur et de recherche, entend jouer un rôle majeur dans la transformation urbaine des campus et des territoires, et veut se montrer attentive aux conditions dans lesquelles les chantiers qui sont liées à ce développement vont se dérouler. Elle souhaite par conséquent inscrire ses réflexions, et les actions qui vont en découler, dans le respect des principes de développement durable.

La présente démarche de « charte de chantier propres et à faibles nuisances » est l'un des prolongements de cette réflexion globale que l'université mène, et cela y compris avec le projet ACT¹, puisqu'elle vise à limiter les nuisances liées à la phase travaux de manière concrète et efficace en impliquant l'ensemble des acteurs et intervenants du chantier opérant sur le domaine universitaire (Pessac – Talence – Gradignan).

Le présent document propose donc des orientations minimales attendues de « bien et mieux-faire » sur les chantiers en domaine universitaire, et donne l'opportunité aux maîtres d'ouvrage publics et privés, maîtres d'œuvre, opérateurs immobiliers et leurs entreprises de proposer également leurs « manières de faire, leurs bonnes pratiques », les plus performantes, les plus vertueuses et respectueuses de l'environnement et des hommes.

L'enjeu est d'assurer la sécurité pour tous les usagers du campus, d'optimiser la gestion des flux autour des chantiers, de limiter et réduire les impacts et les nuisances des chantiers sur l'environnement, de communiquer autour de ces objectifs recherchés auprès des riverains et de tous les intervenants des chantiers.

Article 1 – Objectifs de la charte

Un chantier respectueux de l'environnement est le prolongement naturel des efforts de qualité environnementale mis en place lors de la conception d'un projet, qu'il soit à l'échelle d'un secteur aménagé ou d'un bâtiment. L'université de Bordeaux, par le présent document, se montre attentive à ce que les travaux qui se déroulent en domaine universitaire s'inscrivent dans une démarche de propreté et de faibles nuisances pour tous les intervenants et les usagers des campus.

La charte a pour objectifs principaux :

- D'améliorer pour les intervenants et les riverains proches quels qu'ils soient, la gestion des chantiers afin d'en limiter les nuisances : pollutions, trafic, bruits, odeurs, etc.
- D'améliorer les conditions de travail des intervenants, en sécurisant le chantier et en limitant les risques : acoustique, poussières, hygiène, santé, sécurité, droit du travail ;
- De gérer efficacement les déchets produits par le chantier, de leur réduction à la source à leur valorisation et aux filières d'élimination ;

De limiter l'impact du chantier notamment par la réduction des consommations d'eau, le traitement des effluents, la récupération des eaux de pluie.

Article 2 – Modalités de mise en place et signature de la charte

La charte de chantier propre et à faibles nuisances s'applique aux travaux sur le domaine universitaire et lie le/les Maître(s) d'Ouvrage de l'opération d'aménagement ou de construction, le/les opérateurs immobiliers, la/les maître(s) d'œuvre qui vont s'impliquer, les entreprises de travaux, ainsi que tout autre intervenant ayant une implication directe sur la mise en place des règles d'organisation et de déroulement de la phase de chantier (OPC, CSPS, etc.).

¹ <https://www.u-bordeaux.fr/Universite/Strategie/Initiatives-transverses/ACT-Campus-experimental>
Université de Bordeaux – Charte chantier propre et à faibles nuisances

La charte fixe un objectif qualitatif dans l'organisation et le déroulement du chantier, elle porte une exigence d'exemplarité de l'opération. Elle traduit l'attention que l'université porte sur les pratiques liées au développement durable, et pour chacun de réduire les nuisances de chantier et d'assurer la sécurité par le respect des objectifs définis dans l'article 1.

Ces pratiques seront compatibles avec la réglementation et la législation en vigueur, ainsi que les pratiques professionnelles du BTP. Les Maîtres d'ouvrage, les Maîtres d'œuvre, les opérateurs, les entreprises, et tous les intervenants à l'acte de construire qui participeront directement ou indirectement à la réalisation d'un chantier, devront tenir compte de la présente charte et avoir sensibilisé leurs collaborateurs.

Afin de mettre en place l'ensemble des modalités de la charte décrite ci-après, de veiller à sa bonne mise en œuvre et exécution et de créer une interface entre chaque catégorie d'intervenant (MOa, MOe, Opérateurs, entreprises, etc.), la Maîtrise d'œuvre de l'opération de construction s'engage pour le compte de son maître d'ouvrage et des entreprises qu'il coordonne à :

- Nommer un responsable Chantier Propre chargé notamment de l'application de la présente charte de chantiers propres dans toutes ses dispositions. Il sera le correspondant privilégié du Maître d'Ouvrage du chantier pour ces sujets, et fera l'interface entre toutes les parties prenantes à l'opération de construction. Il transmettra et informera par tous les moyens possibles sur le contenu de la charte à toute personne intervenante dans l'organisation ou extérieure qui en ferait la demande, ainsi qu'aux entreprises et fournisseurs ;
- Définir les moyens de mise en œuvre de la présente charte, notamment par l'identification des responsabilités de l'ensemble des intervenants et le plan d'organisation du chantier avec remise de ce document, aux entreprises, dès le stade de la préparation du chantier ;
- Mettre à disposition un Cahier de Consignes/Tableau de Bord, en vue de permettre aux intervenants du chantier, et notamment au Maître d'Ouvrage, de consigner toutes informations, difficultés d'application ou dysfonctionnements relatifs aux objectifs requis par la charte.

Article 3 – Rôle et responsabilités des différents intervenants

Chaque partie s'engage à mettre en œuvre les moyens relevant de ses compétences pour réussir et atteindre les objectifs communs. Toute personne se doit d'être vigilante, dans la mesure de ses compétences, et doit informer la personne « responsable chantier propre » en cas de doute ou de non-respect de la charte.

L'université de Bordeaux : elle est propriétaire et gestionnaire de la majeure partie du domaine universitaire, elle se montre attentive aux chantiers qui s'inscrivent sur ses campus.

Elle peut donc être amenée à désigner les maîtres d'ouvrages des opérations immobilières ou d'aménagement, ou être elle-même maître d'ouvrage d'opérations de construction selon le mode opératoire qu'elle aura choisi.

Le Maître d'Ouvrage : il est responsable du chantier. Il affiche ses engagements et définit les moyens prescriptifs nécessaires, tels que les cahiers des charges, le programme, le planning, les documents contractuels du marché, etc. Il promeut l'application de la charte en définissant les moyens de mise en œuvre, notamment en identifiant les responsabilités de chaque intervenant missionné pour son compte, ainsi que le plan d'organisation du chantier avec remise de ce document dès le stade de la préparation du chantier. Il est le garant final des « bonnes pratiques » mises en œuvre. Le maître d'ouvrage s'entend comme celui qui passe les marchés de travaux aux entreprises de travaux.

Le maître d'ouvrage reste libre de proposer des objectifs plus performants que cette charte.

La Maîtrise d'œuvre : elle accompagne le Maître d'Ouvrage et a un rôle pivot de relais entre celui-ci et les entreprises intervenantes, en lien avec le responsable « charte de chantier propre ». Elle doit s'engager à inclure dans la rédaction des pièces marché de leurs compétences les dispositions de la présente charte de chantiers propres, et être acteur de son application, de la sélection des offres jusqu'au suivi sur le chantier. Elle émet un avis concernant les éléments proposés et mis en œuvre par les entreprises répondant aux objectifs de la présente charte.

Le Coordonnateur SPS : comme cela est défini légalement, il coordonne notamment :

- La mise en place de la circulation des véhicules et des personnes sur le chantier ;
- Les conditions de stockage et d'élimination ou d'évacuation des déchets ;
- La maîtrise des nuisances pouvant porter atteinte à la santé des travailleurs.

Il inclut les dispositions de la présente charte dans la rédaction des pièces de sa compétence, et sera acteur de leurs applications sur les chantiers. Il est l'un des interlocuteurs privilégiés du responsable référent « chantier propre et à faibles nuisances ».

Les Entreprises : elles font appliquer la présente charte auprès de leurs collaborateurs, dans la mesure où les dispositions leur auront été rendues opposables par le maître d'ouvrage, et elles sont donc responsables de la réalisation des travaux qui leur sont confiés et du bon déroulement du chantier suivant les critères définis dans la présente charte. Elles s'engagent à être force de proposition en termes de méthodologie et de dispositifs à mettre en place pour la maîtrise des nuisances du chantier, et à mettre en œuvre notamment les dispositions retenues dans le marché.

Le Responsable « charte de chantier propre et à faibles nuisances » : il est l'interlocuteur privilégié du Maître d'Ouvrage au sein de la Maîtrise d'œuvre. Il est désigné pour l'opération au plus tard au stade de la passation des marchés de travaux. Dans l'idéal, il assure la passation et l'analyse des marchés de travaux et a une mission de coordination et de suivi des travaux (OPC, EXE), afin d'avoir une activité continue et une approche cohérente des objectifs de la charte jusque dans les détails de son application. Son nom, ses coordonnées et ses qualifications sont communiqués au Maître d'Ouvrage dans les meilleurs délais, et à l'université de Bordeaux en tout état de cause.

De manière conjointe avec la maîtrise d'ouvrage, il a en charge la préparation et l'organisation générale du chantier (réunions de chantier, sensibilisation, mise à jour de la démarche, rappels des exigences et des préconisations souhaitées pour le chantier, informations du personnel et des riverains, etc.) durant toute la durée de celui-ci auprès des intervenants et des riverains, il en assure la permanence jusqu'à sa livraison.

Il effectue pour le compte du maître d'ouvrage :

- Le suivi : collecte des données et documents, mise en place de la traçabilité de ceux-ci, consignation des événements notables dans un tableau de bord, reportage photographique de l'avancement du chantier ;
- La synthèse et le contrôle de la démarche « chantier propre et faibles nuisances » : validité et conformité des documents, alertes en cas de manquements, et notamment relativement à la propreté du chantier, à l'exécution correcte des procédures de livraison, la gestion des bennes dédiées aux rejets (signalétique, pictogramme, tri, rotation, bordereau de suivi, etc.) ;
- L'aménagement du chantier : contrôle et surveillance des aires de nettoyage, de l'itinéraire des camions, de la signalisation, du stationnement, etc. ;
- Les relevés et le suivi des consommations auprès de l'ensemble des intervenants ;
- Et veille au respect de la charte sur le chantier par le personnel des entreprises.

Il sera également chargé d'élaborer le bilan de fin de chantier.

Article 4 – Respect de la réglementation en vigueur

D'une manière générale, toute entreprise intervenant sur le chantier doit se conformer à la réglementation en vigueur, car la présente charte ne pourrait en aucun cas s'y soustraire. Des dispositions relatives à la sécurité peuvent être supérieures à celles de la présente charte, concernant notamment le droit du travail, l'hygiène, la santé, la sécurité et l'environnement (Code de la construction, code de l'urbanisme, code de l'environnement, code de la santé publique, code du travail, etc.).

Les entreprises déclarent qu'elles prendront toutes les mesures nécessaires pour assurer et faire assurer le respect des règles légales applicables à la réalisation de son chantier ou de son lot sur le chantier.

Article 5 – La communication

5.1 La communication auprès des riverains

L'information des riverains est réalisée par la Maîtrise d'ouvrage en lien avec l'université de Bordeaux et les collectivités quand le contexte ou la situation l'impose. L'université attend que les travaux s'inscrivent dans le respect des personnes et des lieux environnants, autant pour les secteurs habités que ceux qui sont dédiés aux activités d'enseignement supérieur et de recherche (tout type d'activités sur les campus en général).

Au regard de la nature du chantier, de sa complexité, et de sa durée, une information régulière relative à la démarche qualitative de « chantier propre » sera affichée, notamment concernant les horaires et la durée des travaux, l'organisation générale du chantier, l'avancement de celui-ci, la méthodologie de gestion des déchets, la mise à disposition d'une possibilité de prise de contact auprès du référent dédié.

5.2 Information du personnel de chantier

Une information relative à la démarche qualitative de « chantier propre » est faite auprès du représentant de chaque entreprise intervenant sur le chantier. Elle rassemble des éléments organisationnels, de gestion, de préconisations, de responsabilités.

Le responsable « chantier propre » est en charge de la production de cette information synthétique et de sa communication aux interlocuteurs « entreprise » comme précisé à l'article 3.

A son tour, chaque entreprise précisera ses modes opératoires pour assurer la sensibilisation de l'ensemble de son personnel intervenant sur le chantier.

Article 6 – Organisation du chantier et orientations pour la mise en œuvre de la charte

La Maîtrise d'œuvre, par l'intermédiaire du Responsable « charte de chantier propre », organise et anime les réunions nécessaires à la mise en place et au suivi de l'exécution du chantier. Les sujets concernant la présente charte sont mis à l'ordre du jour et traités pendant ces réunions de chantier.

Les dispositions requises ci-après constituent un minima de mise en œuvre et ne sont pas considérées comme exhaustives, elles restent ouvertes à toute autre proposition d'organisation ou de mise en œuvre technique mieux adaptées au contexte. L'objectif est qu'elles participent pleinement à la mise en œuvre des objectifs de la charte, et peuvent être améliorées librement par le maître d'ouvrage.

6.1 Gestion des ressources

La gestion des ressources requiert un suivi des consommations et la mise en place d'appareils économes en électricité (éclairage, chauffage) et en eau (distribution d'eau potable).

En accord avec la Maîtrise d'Ouvrage, une stratégie de récupération des eaux de pluie peut être adoptée notamment pour le nettoyage du matériel, le lessivage des sols, l'arrosage des surfaces. Des bacs de décantation et de traitement des eaux de ruissellement seront alors nécessaires pour préserver les sols des pollutions.

6.2 Propreté du chantier

Le Responsable de Chantier Propre et les entreprises doivent s'assurer des moyens mis en œuvre pour garantir la propreté intérieure (aires de nettoyage) et extérieure du chantier (voiries publiques, voies privées, clôtures, etc.), et ce y compris pendant les périodes d'inactivité (weekend, jours fériés, congés, etc.) et tenant compte des prévisions météorologiques (vent, pluie, etc.).

En annexe 1 sont proposés des éléments minimum d'organisation et de gestion permettant de conserver un chantier qualitatif en terme de propreté. Ils sont non exhaustifs, la maîtrise d'œuvre et les entreprises sont en capacité de proposer d'autres « bonnes pratiques » plus performantes.

6.3 Stationnement des véhicules des intervenants et accès au chantier

Le stationnement et sa gestion doivent s'organiser au sein ou au plus près du chantier afin de limiter les nuisances et la non-prolifération de nuisances par les mouvements des camions. Les notions de stationnement et de propreté se rejoignent, même s'il est ici question d'assurer la sécurité des abords du chantier pour les usagers. La localisation des aires de stationnement du personnel de chantier doit être définie avant le démarrage des travaux.

En annexe 2 sont proposés des éléments d'organisation et de gestion susceptibles d'être mis en place au sein du chantier. La maîtrise d'œuvre est naturellement en capacité de proposer d'autres « bonnes pratiques » plus performantes.

6.4 Limitation des risques pour le personnel

Les entreprises s'assureront que le personnel de chantier soit équipé de protections individuelles adéquates, qu'elles sont portées correctement et qu'elles sont dans un état correct d'utilisation.

Tout sera mis en œuvre afin d'éviter les chutes de matériel et de prévenir tout risque de chute pour le personnel. Les entreprises s'engagent à former leurs équipes, sous-traitants ou fournisseurs sur les risques encourus, les lésions irréversibles, et à les former.

6.4.1 Niveaux sonores des outils et engins

En tout état de cause les entreprises de travaux sont tenues de se conformer aux textes en vigueur concernant les niveaux sonores à respecter, qu'ils soient nationaux ou municipaux.

Les objectifs ci-dessous ne sont donc pas limitatifs.

- L'entreprise justifie de la conformité des outils et engins avec la réglementation en vigueur (niveaux sonores en pression acoustique \leq à 80 dB(A) à 10 m de l'engin) sur les émissions sonores des engins de chantier. A partir de 85 dB(A), le port de protection individuelle contre le bruit est obligatoire.
- Les engins et appareils fixes sont insonorisés.

6.4.2 Risques liés aux produits et matériaux

Afin de limiter tous risques liés aux produits et matériaux, ceux-ci doivent faire l'objet d'une identification (fiche de donnée sécurité, fiche de déclaration environnementale et sanitaires, fiche matériaux, ...), d'une gestion spécifique en fonction des risques, d'un suivi effectué par le responsable de chantier propre.

Il est rappelé que la dépose de produits et de matériaux dangereux est à effectuer dans le respect le plus strict de la réglementation et des recommandations de la CRAM et de l'INRS, réglementation que les entreprises sont supposées connaître, des sanctions peuvent être appliquées contre les corps d'état ne la respectant pas.

6.5 Limitation des nuisances pour les usagers et les riverains

6.5.1 Limitation des nuisances sonores et les vibrations

La réflexion sur la réduction des niveaux sonores et les vibrations est conduite dès la phase préparatoire du chantier. Il s'agira de prévoir des dispositifs ou de mettre en œuvre des dispositions d'aménagement du chantier limitant la propagation du bruit et des vibrations. Ainsi, il s'agira d'optimiser la gestion des mouvements des camions, de définir des emplacements protégés pour les tâches bruyantes et vibratoires, de respecter les exigences légales en matière de bruit.

Les entreprises mettent en œuvre des techniques permettant de limiter les niveaux sonores et les vibrations, par exemple, utiliser de préférence des matériels électriques, limiter l'utilisation de groupes autonomes ou électrogènes, mettre en place des écrans acoustiques, utiliser des matériaux préfabriqués en atelier, ou tout autre dispositif permettant d'éviter des bruits ou des vibrations sur le chantier.

En termes d'organisation, elles gèrent leurs équipes afin de réduire les temps d'exécution des tâches bruyantes, les livraisons seront planifiées et organisées dans l'objectif de réduire les nuisances, et, si nécessaire en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'œuvre.

Si le chantier est situé à proximité d'un secteur ou d'un équipement sensible au bruit, un contrôle permanent du niveau sonore devra être effectué, par la mise en place de capteurs destinés à vérifier que le niveau sonore réglementaire n'est pas dépassé. Une information préalable sur ce dispositif spécifique sera faite auprès des usagers et des riverains, qui pourront demander à s'assurer de son fonctionnement.

Les usagers et riverains sont tenus informés de ces mesures et de leur possibilité de contacts en phase chantier.

6.5.2 Limitation des nuisances visuelles et olfactives

D'une manière générale, et afin de limiter les nuisances olfactives et visuelles, les entreprises veilleront quotidiennement à la propreté générale du site et de ses abords, un nettoyage régulier des voiries.

Ainsi, les entreprises ont la responsabilité de la mise en place des clôtures de chantier et veillent à leur entretien. Ces clôtures pourront servir de support à la communication ainsi qu'à l'affichage et pourront être partiellement ajourées pour donner à voir le chantier. Elles prennent toutes les mesures nécessaires pour que le site ainsi que chaussées et trottoirs à proximité ne soient pas souillés par l'exécution des travaux. L'envol des déchets doit également être maîtrisé.

Les entreprises veillent à réduire les nuisances olfactives en respectant l'interdiction de brûlage des déchets sur le chantier, en portant une attention particulière au ravitaillement des engins de chantier en fluides et carburants.

6.5.3 Limitation des émissions de poussières et de boue

La limitation des émissions de poussières et de boues est également liée à la propreté du site et de ses abords, à son maintien en l'état quotidien, voire sans délai quand cela est rendu nécessaire.

Ainsi, les entreprises assurent le nettoyage (décroûtage) des véhicules et engins préalablement à leur sortie du chantier. Des dispositifs de nettoyage seront prévus en sortie de site. En période de pluie, la circulation des engins sur les voies non revêtues est limitée au strict minimum.

L'émission de poussières en cas de risques prévisibles peut être évitée par arrosages réguliers du sol. Les matériels produisant de la poussière sont équipés de dispositifs limitant sa diffusion.

En cas de boue sur la chaussée roulante, le gestionnaire du domaine public pourra, sur simple demande, requérir que le maître d'ouvrage du chantier fasse passer le plus rapidement possible une balayeuse sur les voies.

6.6 Limitation des pollutions de proximité sols / air / eaux

D'une manière générale, l'objectif est de limiter toute pollution des sols, de l'air et des eaux. Dans ce cas, il conviendra d'éviter tout rejet, brûlage, ou enfouissement dans le milieu naturel de produits tels que huiles, lubrifiants, solvants et de tout autre produit susceptible de générer une pollution du réseau d'assainissement ou du milieu naturel.

Les entreprises prendront toutes les dispositions nécessaires permettant d'éviter ce type de rejet, récupération et traitement dans un centre agréé notamment.

Aucun dépôt de déblais, de déchets divers ou de matériel n'est toléré en dehors des emprises autorisées.

Les rejets atmosphériques de nature à constituer une pollution atmosphérique ne sont pas permis.

Eaux de lavage

Des moyens de récupération des eaux de lavage des outils et des bennes devront être mis en place. Les eaux claires sont rejetées, le dépôt béton extrait des cuves est jeté dans la benne à gravats inertes.

Les eaux souillées ne seront pas évacuées vers le réseau d'assainissement mais stockées et éliminées suivant les filières adaptées.

Huiles de décoffrage

L'huile végétale sera systématiquement privilégiée. Les quantités utilisées seront minimisées au strict nécessaire. L'huilage se fera sur une zone étanche où l'huile excédentaire est susceptible d'être récupérée.

Gestion des pollutions accidentelles

Une procédure de gestion des pollutions accidentelles devra être mise en place dès la phase préparatoire du chantier. Le responsable « chantier propre » s'assurera de la tenue en bon état sur le chantier d'un kit de dépollution permettant le traitement des déversements accidentels et d'une bâche étanche mobile. Il sera formé à leur utilisation.

Dans le cas d'un déversement accidentel au réseau d'assainissement, celui-ci devra faire l'objet d'un signalement aux services d'assainissement.

Les terres polluées seront évacuées vers un lieu de traitement agréé.

Les incidents, les mesures correctives prises et les éléments de traçabilité devront être signalés dans le tableau de bord de suivi de chantier.

6.7 Protection de la biodiversité

L'objectif ici est la mise en place de procédures de conservation des arbres et végétaux de nature à préserver et à sauvegarder sur l'emprise du chantier et à proximité immédiate dès les phases de préparation du chantier.

Dans ce cadre, il pourra ainsi être prévu que les entreprises prennent à leur charge le remplacement des végétaux arrachés pour les besoins du chantier ou détériorés accidentellement par l'exécution des travaux par des espèces identiques ou équivalentes en termes d'essence et de niveau de développement.

Des pénalités financières, dissuasives en cas de dégradation de l'environnement naturel existant, y compris si cela est accidentel constituent un bon moyen d'assurer le respect de cet objectif de protection de la diversité.

Dans le cas d'espaces verts existants, il s'agira d'éviter la dispersion des déchets, en clôturant et en protégeant du vent les bennes de stockage de déchets par exemple.

La mise en place d'un dispositif de protection en cohérence avec les enjeux de biodiversité repérés sera pertinente dans le cas où des espèces faune / flore à protéger auraient été repérées.

Il conviendra également d'assurer la protection de milieux aquatiques à proximité immédiate de chantier ce qui peut se faire par la mise en place de dispositifs de protection servant de rempart en cas de pollution accidentelle, et disposer des clôtures de chantier en retrait.

6.8 Gestion et collecte sélective des déchets – Mise en œuvre du SOGED²

La gestion des déchets est l'une des composantes essentielles du chantier. Elle est liée intrinsèquement à tous les autres principes (responsabilités, réglementation, communication, organisation, propreté, limitation des risques et des nuisances, protection de l'existant et de l'environnement).

Les principes et objectifs à respecter sont la prévention et la réduction à la source, la mise en place de modalités de collecte adaptée et optimisée, la valorisation et l'élimination des déchets, l'organisation de leur transport, et de manière globale, les modalités de suivi.

Des éléments de gestion des déchets tels que sont proposés en annexe 3, le Maître d'Ouvrage exprimera ses exigences en la matière, les entreprises s'assureront que leur personnel est formé à la gestion des déchets, et particulièrement aux déchets dangereux.

6.9 Remise en état des lieux

Dès la fin du chantier, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre, le responsable « chantier propre », et les entreprises veilleront particulièrement à :

- L'enlèvement de tous les matériaux restants, gravats, panneaux d'identification, au parfait nettoyage de l'ensemble du chantier et des installations annexes y compris la remise des terrains mis à disposition ;
- La remise en état du périmètre du chantier (barrières, rebouchage des tranchées, apport de terre si nécessaire, réfection des espaces verts, etc.) ;
- L'enlèvement de toute signalisation temporaire et du balisage des éventuelles déviations de chantiers.

² Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Evacuation des Déchets
Université de Bordeaux – Charte chantier propre et à faibles nuisances

Article 7 – Evaluation

L'ensemble du processus des activités de construction de bâtiments est un consommateur de ressources naturelles important et un producteur de déchets non négligeable.

La présente charte de chantier propre et à faibles nuisances pour l'environnement et les personnes s'inscrit dans le cadre d'une démarche de progrès et d'amélioration continue, et demande à ce titre un engagement et des démarches forts des parties prenantes afin d'améliorer les pratiques usuelles de réalisation des chantiers de construction.

Toutefois, afficher une volonté en matière de prescriptions environnementales n'a de sens que si un suivi des exigences retenues par l'encadrement de chantier est prévu. Aussi, chaque partie doit être en capacité de réaliser cette évaluation et de mesurer l'impact de son implication.

Le suivi a pour objectif de vérifier que les engagements du maître d'œuvre et des entreprises envers le maître d'ouvrage sont bien respectés et que les moyens nécessaires sont prévus pour s'en assurer. Il en découle une optimisation continue des solutions envisagées pendant le chantier, une rectification des dérives éventuelles, et un point des aspects positifs et négatifs. Cette démarche permet aux différents partenaires d'améliorer, en temps réel, les conditions de gestion du chantier et de capitaliser leurs expériences. L'université de Bordeaux saura se montrer attentive à l'évaluation du process d'application de la charte chantier et entend être un partenaire attentif à son application.

7.1 Evaluation de l'implication contractuelle

Les Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre, le responsable « chantier propre », et les interlocuteurs des entreprises pourront mutuellement contrôler leur implication et les actions mises en œuvre au cours du chantier. Il est ainsi préconisé de mettre en place une fiche d'auto-évaluation à remplir en fin de chantier reprenant des thématiques tels que des éléments de prise en compte de la charte dans les pièces du marché, du report des prix de la gestion du chantier propre, de la mise en œuvre d'un dossier de phasage et de jalonnement... et tout autre élément caractéristique de l'implication contractuelle des acteurs. Cette fiche sera à travailler entre les parties concernées, et pourra servir de base à un retour d'expérience que l'université pourra intégrer dans le cadre d'autres chantiers.

7.2 Les visites de chantier

Une évaluation par des visites de chantier in-situ ou la réalisation d'audits de chantier (suivant l'avancement des maîtres d'ouvrage dans la démarche qualité qu'il souhaite appliquer) peut être mise en place par le Maître d'Ouvrage. Chaque visite fait l'objet d'une fiche d'observations et/ou de non-conformités des objectifs de la charte. Les visites peuvent avoir lieu à n'importe quel moment, sans prévenir préalablement le Maître d'œuvre. Si des manquements relatifs à la présente charte sont constatés, le maître d'ouvrage avertira les acteurs concernés par tous les moyens à sa disposition. Si nécessaire, une contre-visite viendra lever les non-conformités constatées.

Article 8 – Garanties et pénalités

Les entreprises sont en tout premier lieu concernées par la « charte de chantiers propres et à faibles nuisances », mais le maître d'ouvrage est le garant de son application en premier lieu, notamment au travers de la traduction des objectifs de la charte dans les marchés de travaux, et des mesures coercitives associées.

Ces mesures coercitives peuvent être de nature différente : action correctrice immédiate aux frais des entreprises sur injonction du maître d'ouvrage, ainsi que le cas échéant application de pénalités en cas de manquements graves non remédiés dans le délai imparti. Les dispositions et conditions d'application des pénalités sont à mettre en œuvre par la maîtrise d'ouvrage en tenant compte de la proportion des sanctions par rapport aux enjeux et du règlement des situations rencontrées par la pédagogie et la voie amiable en priorité.

Afin de prémunir le maître d'ouvrage de pratiques inadaptées et peu préservatrices de l'environnement, un dépôt de garantie peut être prévu au démarrage des travaux par le maître d'ouvrage. Le montant et les conditions de restitution sont à définir par le maître d'ouvrage.

La présente charte marque la volonté et l'affirmation d'un engagement de tous les acteurs du chantier de s'impliquer fortement dans une démarche qualitative de développement durable et d'amélioration continue.

Chacun atteste par sa signature qu'il a pris connaissance de la charte « chantier propre et à faibles nuisances » et prend l'engagement de la respecter et de la faire respecter.

Annexes de la charte

Annexe 1 : Aide à la propreté du chantier

Annexe 2 : Quelques propositions pour gérer le stationnement

Annexe 3 : Outils de gestion des déchets de chantier

Fait à

Le,

Signatures, précédées de la mention « Lu et approuvé »

L'université de Bordeaux,

Le maître d'ouvrage,

Le maître d'œuvre,

L'entrepreneur,